

**Arrêté n° PCICP2024264-0001**

Arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures conservatoires à l'encontre de la société  
**SIEMENS GAMESA RENEWABLE ENERGY**  
située sur le territoire de la commune de VALLANT SAINT GEORGES

---

La préfète de l'Aube,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R 181-1 et R 181-12 et suivants ;

Vu le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR préfète de l'Aube ;

Vu le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PCICP2024248-0001 du 4 septembre 2024 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

Vu le rapport du 11 avril 2024 de l'inspection des installations classées établi à la suite de la visite du 5 avril 2024, auquel est annexé un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception du 18 avril 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 susvisés, lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques ;

Vu le courrier de l'exploitant du 17 mai 2024 par lequel il transmet ses observations ;

Considérant qu'une activité de transit et de regroupement de déchets dangereux a été constatée sur le site ;

Considérant que, conformément à la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les installations de transit, regroupement ou de tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793, dont la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 1 tonne, sont soumises à autorisation ;

Considérant que l'installation, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 5 avril 2024, est exploitée sans les autorisations nécessaires ;

Considérant que l'exploitation de l'installation est de nature à présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le I de l'article L. 171-7 du code de l'environnement dispose que :

*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. » ;*

Considérant qu'il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société SIEMENS GAMESA RENEWABLE ENERGY de régulariser sa situation administrative et de déposer les éléments justifiant les quantités entreposées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1er – Mise en demeure**

La société SIEMENS GAMESA RENEWABLE ENERGY est mise en demeure de régulariser sa situation administrative au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 2 – Mesures conservatoires**

Les déchets sont stockés sur rétention.

La société SIEMENS GAMESA RENEWABLE ENERGY communique la justification des quantités maximales susceptibles d'être stockées sur le site à l'inspection des installations classées, dans un délai d'1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 3 - Sanctions**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant, il sera fait application des dispositions prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 4 – Notification et publication**

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société SIEMENS GAMESA RENEWABLE ENERGY.  
Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 5 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **20 SEP. 2024**

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.